

le 10 mai 2010

Madame Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO
Siège de l'UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

Objet : Incapacité à annuler le prix UNESCO-Obiang pour la Recherche dans les Sciences de la Vie

Chère Madame,

Nous vous écrivons à nouveau au sujet du Prix International UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la Recherche en Sciences de la Vie, un prix financé par et nommé en l'honneur de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, dirigeant corrompu et tyrannique de Guinée équatoriale, cette fois pour vous faire part de notre profonde déception face à la décision de l'UNESCO de ne pas annuler ce prix.

Comme vous le savez, plusieurs gouvernements membres du Conseil exécutif avaient également objecté à l'instauration de ce prix au moment de sa création en 2008. Plus récemment, l'UNESCO a reçu de nombreuses communications émanant de défenseurs des droits humains équato-guinéens, d'organisations de la société civile, d'universitaires et d'autres appelant à l'annulation immédiate de ce prix.

Malgré ces demandes, l'UNESCO a annoncé le 22 avril que ce prix serait remis pour la première fois à la fin du mois de juin 2010. Cette décision pour la moins troublante, a été annoncée peu de temps après la fin de la 184^e session du Conseil exécutif de l'UNESCO le 15 avril 2010, sans que la moindre mesure capable de mettre un terme à la controverse de longue date entourant ce prix n'ait jamais été prise.

Nous sommes également plus que troublés par la manière dont la décision d'avaliser ce prix fut prise et rendue publique. Après que plusieurs de nos organisations vous aient fait part de ses préoccupations à vous ainsi qu'au Conseil exécutif dans une lettre du 21 janvier 2010, ainsi que l'envoi par d'autres groupes d'un autre courrier le 4 mars 2010, nous avons reçu une réponse de l'UNESCO indiquant que la question du prix UNESCO-Obiang était « du ressort des organes de décision de l'UNESCO », en particulier de son Conseil exécutif. Pourtant, lors d'une récente session du Conseil exécutif, vous n'avez donné aucune indication permettant de penser que l'UNESCO s'apprêtait à avaliser le prix. Au contraire, vous aviez pris note dans votre déclaration du 6 avril de la controverse entourant ce prix et annoncé qu'il avait été une fois encore repoussé. Aucune chronologie n'avait alors été spécifiée, pas davantage que le Conseil exécutif n'avait été semble-t-il invité à décider de la façon de traiter ce dossier sensible. Vous comprendrez donc que l'annonce de la remise du prix Obiang pour juin 2010 ait constitué pour nous un choc et une déception majeurs.

Par cette décision, l'UNESCO a gâché une occasion critique de protéger sa réputation. La réputation de l'UNESCO ne peut être qu'irréparablement ternie lorsque l'organisation ignore les terribles conditions qui sont celles du peuple équato-guinéen et permet à un tyran

d'utiliser l'organisation pour polir son image. Quelle terrible ironie dans le fait d'attribuer un prix récompensant « la recherche dans les sciences de la vie contribuant à améliorer la qualité de la vie des êtres humains » tout en nommant ce prix en l'honneur d'un président dont les 30 ans de règne ont été marqués pour son peuple par la peur et la pauvreté ainsi que par une corruption politique endémique. Ceci discréditera l'UNESCO à coup sûr.

D'autres organisations des Nations Unies, à l'inverse, ont été très claires sur l'état désastreux des droits humains et du développement en Guinée équatoriale. Parmi de nombreux autres problèmes, ces organisations ont mis en évidence l'usage généralisé de la torture par la police, une répression omniprésente, l'absence de liberté dans les médias, l'ampleur des discriminations, le mépris pour les droits économiques et sociaux qui se sont détériorés, ainsi qu'une pauvreté endémique, conséquence de la mauvaise gouvernance et de la corruption du gouvernement. De nombreux gouvernements d'états-membres de l'UNESCO ont, de même, exprimé ouvertement leurs préoccupations face aux graves violations des droits de l'homme en Guinée équatoriale, y-compris lors des récentes sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. Le travail de l'UNESCO risque d'être entaché par cette alliance contre-nature avec l'un des dictateurs les plus sinistres du monde. Nous vous supplions de revoir votre position avant qu'il ne soit trop tard.

Par ailleurs, nous recommandons vivement à l'UNESCO d'enquêter sur l'origine des millions qu'elle a acceptés d'un autocrate qui jouit d'une fortune considérable tirée des revenus pétroliers de son pays tandis que son peuple fermente dans la pauvreté. Le pétrole équato-guinéen confère au pays un PNB par habitant comparable à celui de l'Italie, de la Corée du Sud ou d'Israël, mais son propre gouvernement reconnaît que 75% de la population vit avec moins d'un dollar par jour, des chiffres qui conduisent inévitablement à se demander où est passé l'argent. Le gouvernement du président Obiang s'est par ailleurs distingué par son refus de toute transparence eu égard à ses revenus pétroliers, comme en témoigne son expulsion le mois dernier de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. D'après des preuves apportées en 2004 et 2010 par le sous-comité permanent d'enquête du Sénat Américain, le président Obiang et les membres de sa famille proche ont détourné des dizaines de millions de dollars de ressources publiques à leur profit personnel. Certaines de ces accusations font en ce moment même l'objet d'une instruction judiciaire en Espagne.

Dans ces conditions, cette frontière pour moins floue entre la richesse nationale et les avoirs personnels de l'élite du pays devraient se retrouver dans le financement du prix UNESCO-Obiang lui-même. Alors que les documents émanant de l'UNESCO attribuent le financement des 3.000.000 USD du prix à ce qui semble être une entité philanthropique privée - la « Fondation Obiang Nguema Mbasogo pour la Préservation de la Vie » - , d'autres documents du Conseil exécutif affirment que c'est bien « ... le gouvernement de la République de Guinée équatoriale [qui] a proposé d'établir et de financer [le] prix. » Cette question mériterait à elle seule une enquête scrupuleuse et une clarification publique.

Pour conclure, nous réitérons notre souhait que les 3.000.000 USD que l'UNESCO a accepté du président Obiang soient affectés à l'éducation et au bien-être des équato-guinéens plutôt qu'à la glorification de leur président. Nous souhaiterions respectueusement proposer que es fonds soient affectés à l'achat de fournitures pour les écoles primaires et au financement d'autres besoins, depuis trop longtemps négligés en Guinée équatoriale.

Merci de l'attention que vous voudrez bien porter à cette question. Nous vous prions de bien vouloir nous adresser votre réponse à l'attention de Tutu Alicante, directrice exécutive d'EG Justice, à l'adresse tutu@egjustice.org.

Veillez agréer, Chère Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Cc : Conseil Exécutif de l'UNESCO

Basil Fernando, Directeur exécutif
Asian Legal Resource Center (Hong Kong)

Manuel Ollé Sesé, Président
Asociación Pro Derechos Humanos de España (Espagne)

William Bourdon, Président
Association Sherpa (France)

Moataz El Fegiery, Directeur exécutif
Cairo Institute for Human Rights Studies (Égypte)

Moses Mkandawire, Directeur, Programme de l'Eglise et la Société
CCAP Synod of Livingstonia (Malawi)

Gastón Chillier, Directeur exécutif
Center for Legal and Social Studies (Argentine)

Ignacio Saiz, Directeur exécutif
Center for Economic and Social Rights (International)

Undule Mwakasungula, Directeur exécutif
Center for Human Rights and Rehabilitation (Malawi)

Gustavo Gallón, Directeur
Colombian Commission of Jurists (Colombie)
et ancien Représentant spécial sur la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale
Commission des Nations Unies des droits de l'homme (organe remplacé par le Conseil des droits de l'homme)

Bubelwa Kaiza, Directeur exécutif
Concern for Development Initiatives in Africa (Tanzanie)
et Coordinateur
Publish What You Pay Tanzania Coalition

Giyani Dube, Président Directeur général par intérim
Creative Writers and Arts Workshop (Afrique du Sud)

Ka Hsaw Wa, Co-fondateur et Directeur exécutif
EarthRights International (International)

Rev. Malcolm Damon, Directeur exécutif
Economic Justice Network (Afrique du Sud)

Tutu Alicante, Directeur exécutif
EG Justice (États-Unis)

Simon Taylor, Directeur
Global Witness (International)

Elizabeth Chyrum, Directrice exécutive
Human Rights Concern (Érythrée)

Kenneth Roth, Directeur exécutif
Human Rights Watch (International)

Phebe Mavungu Clement, Juriste, Programme Régional Afrique
International Commission of Jurists (Afrique du Sud)

Yves Tankwey Sapa, Coordinateur
Jeunesse Unie pour le Développement Intégral (République Démocratique du Congo)

Liudmila Alexeeva, Présidente
Moscow Helsinki Group (Fédération de Russie)

James A. Goldston, Directeur exécutif
Open Society Justice Initiative (International)

Bernard Taylor, Directeur exécutif
Partnership Africa Canada (Canada)

Max M. de Mesa, Président
Philippine Alliance of Human Rights Advocates (Philippines)

Hernán Charosky, Directeur exécutif
Fundación Poder Ciudadano (Argentine)

Paul Cook, Directeur de l'Action Sociale et des Médias
Tearfund (Royaume-Uni)

Solange Fiaty, Coordinatrice du Secrétariat
West Africa Human Rights Defenders Network (Togo)

Caroline Claire Yankep, Présidente
World Dynamics of Young People (Cameroun)

Gabriel Shumba, Directeur exécutif
Zimbabwe Exiles Forum (Afrique du Sud)